



LE BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE

LA NOTE / #1 / vague 10

Janvier 2019

LA DÉFIANCE A MIS SON GILET JAUNE

C'est un signal d'alerte sérieux et préoccupant que la vague 10 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF envoie cette année. De nombreuses données et indicateurs du Baromètre n'ont jamais été aussi négatifs (depuis dix ans) quant au rapport des Français à leurs dirigeants et plus généralement aux responsables politiques. La défiance politique atteint un seuil d'alerte critique. C'est une défiance teintée de colère qui s'exprime, une défiance qui a revêtu un « gilet jaune ». Les résultats sont un cruel retour à la réalité pour le « nouveau monde » macroniste.

Méthodologie : La vague 10 du Baromètre de la confiance politique a été réalisée du 13 au 24 décembre 2018 auprès de 2 116 personnes (inscrites sur les listes électorales) interrogées selon la méthode des quotas.

Bruno Cautrès

L'hebdomadaire *The Economist* vient tout juste de publier le classement 2018 des pays selon un indice de démocratie. La France appartient à la catégorie des « démocraties imparfaites » (*flawed democracies*) et en vingt-neuvième position sur 167 pays. Parmi les 21 pays d'Europe occidentale, elle est en 16^e position, très loin du groupe de tête des pays européens classés comme les plus démocratiques : toute l'Europe du Nord mais aussi l'Irlande, la Suisse ou les Pays-Bas. Le classement de la France fait même apparaître une donnée cruelle pour notre pays et ses gouvernants : le score obtenu par la France sur cet indicateur est en 2018 stable par rapport à 2017, mais plus faible que sur la période 2012-2016.

Cette donnée contextualise bien les résultats de la vague 10 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF : le regard que les Français portent sur la politique et le jugement qu'ils portent sur les responsables politiques est extrêmement sombre. Mais cette tendance, qui est une constante de notre enquête depuis dix ans, ne suffit pas à décrire le caractère dramatique des résultats de 2018 : c'est une gigantesque défiance de la colère que les Français interrogés ont exprimée cette année. Les résultats de la vague 10 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF doivent être considérés comme un signal d'alerte sérieux pour notre système démocratique.

La défiance du temps des gilets jaunes que nous observons dans cette dixième vague passe en effet un cap : plusieurs de nos indicateurs n'ont jamais été aussi négatifs, préoccupants pour l'état de la démocratie en France. On peine à reconnaître dans nos données le pays qui a porté au pouvoir, il y a seulement vingt mois, Emmanuel Macron et sa promesse de « révolution » démocratique. La colère, la déception, les tensions, le sentiment d'abandon qu'éprouvent les Français : tout se passe comme si le pacte de bienveillance et de réconciliation dont était porteur le projet d'un dépassement des antagonismes politiques du vieux monde avait été déchiré en quelques mois. C'est bien pire qu'un retour à la case départ, un simple « *France is back* » dans le monde des passions tristes : c'est un *backlash* sévère et sombre, un retour de bâton cruel pour cette promesse d'un nouveau monde que les Français n'ont pas vu s'incarner dans leurs vies.

I – Une défiance préoccupante dans les institutions

Plus d'un an et demi après l'élection présidentielle de 2017, l'intérêt des Français pour la politique est à son niveau habituellement observé hors période électorale : dans la vague 10 du Baromètre de la confiance politique, 53% déclarent s'intéresser à la politique (en légère hausse de 2 points par rapport à l'an dernier) et 57% ne sont pas d'accord avec l'opinion selon laquelle « la politique, ce sont des choses trop compliquées et il faut être un spécialiste pour les comprendre ».

Si les Français continuent d'avoir un intérêt soutenu pour la politique, la grave crise de l'expression publique que nous connaissons depuis plusieurs mois marque une très importante évolution dans la vague de cette année de notre Baromètre : ce ne sont plus que 41% des Français (contre 48% l'an dernier) qui citent en premier le fait de voter aux élections (55% lorsque l'on regroupe les réponses citées en premier et en second, en recul de 6 points) comme le meilleur moyen d'influencer les décisions prises en France. En revanche la manifestation, comme moyen d'expression publique, réalise une progression spectaculaire dans les données de cette année : ce sont aujourd'hui 41% des Français qui citent la « manif » comme premier ou second moyen d'influencer les décisions prises en France. La crise des gilets jaunes a incontestablement eu deux effets : elle a réactivé le potentiel protestataire, toujours significatif en France, et conduit de nombreux Français à considérer que manifester est au moins aussi, si ce n'est plus, efficace que voter pour peser sur les décisions. Nous avons pourtant constaté l'an dernier un recul du potentiel protestataire.

C'est en fait une France incroyablement morose et crispée que nous observons cette année. Les mots que les Français utilisent le plus pour caractériser leur état d'esprit général aujourd'hui appartiennent à un répertoire sémantique sombre et pessimiste : la « lassitude » (32%), la « morosité » (31%), et la « méfiance » (29%), trois sentiments négatifs en forte hausse par rapport à l'an dernier. Tous les mots qui désignent un état d'esprit positif sont en revanche à la baisse : la « sérénité », le « bien-être » et la « confiance » (qui n'est citée que par 11% des Français et en baisse de 6 points !). Hors de la zone de confiance dans leur famille et leurs proches, les Français se montrent en 2018 pessimistes et négatifs vis-à-vis de la sphère publique. La lassitude, la morosité ou la méfiance ressenties ne se traduisent par une forme d'apathie résignée, mais tournent au contraire à la colère et à la défiance vis-à-vis des acteurs de la sphère publique, en premier lieu le personnel politique, les gouvernants et les institutions politiques.

Tous les indicateurs de confiance dans les institutions politiques sont en forte baisse, à l'exception des maires et des conseils municipaux, seuls élus dont la confiance progresse. Jamais en dix ans notre Baromètre n'avait enregistré un niveau de confiance si bas pour l'institution présidentielle, le gouvernement, l'Assemblée nationale ou le Sénat. L'exécutif est beaucoup plus touché par cette chute vertigineuse de la confiance que le législateur : pour l'institution présidentielle la chute est de 10 points, pour le gouvernement, elle est de 8 points. C'est, aujourd'hui, moins du quart des Français qui font confiance aux institutions qui incarnent les deux piliers de l'exécutif et du législatif. En revanche, c'est plus de la moitié des Français qui ont confiance dans leur conseil municipal et près de 60% dans leur maire.

Le gouffre de défiance politique dont souffrent les institutions politiques nationales se double d'une descente aux enfers pour ceux qui en ont la charge : le président de la République actuel chute de 13 points de confiance (23% de confiance) et le Premier ministre de 11 points (25% de confiance). Lorsque notre enquête demande aux Français leur confiance dans Emmanuel Macron et non plus « le Président de la République actuel », c'est un véritable dévissage : en un an, Emmanuel Macron, qui était l'an dernier en tête de notre classement de confiance, chute de 16 points ! Seuls 20% des Français déclarent aujourd'hui lui faire confiance. Ce résultat est d'autant plus cruel pour le président que, pour la première fois, c'est Marine Le Pen qui est en tête des confiances dans les personnalités politiques cette année (nous ne comparons qu'Emmanuel Macron, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Laurent Wauquiez). Lorsque l'on regarde de près les dynamiques de cette défiance vis-à-vis Emmanuel Macron, on voit que c'est le groupe de ceux qui déclarent qu'ils avaient confiance en lui et l'ont perdue qui progresse le plus.

Dans ce tableau très négatif, les institutions publiques, dès lors qu'elles ne touchent pas l'univers sombre de la politique, continuent de bénéficier de niveaux de confiance soutenus : les hôpitaux, l'armée, la police, la Sécurité sociale, toutes les institutions publiques qui incarnent la proximité, la protection, le soin ou la sécurité sont positivement perçues et enregistrent la confiance de plus des deux-tiers des Français. Mais dès que des institutions, pourtant vitales à la démocratie, touchent à l'univers de la politique, c'est à nouveau la défiance qui l'emporte : seuls 27% font confiance aux syndicats, 23% aux médias et 9% aux partis politiques.

II – La descente aux enfers : un choc de défiance dans les responsables politiques

Dans les vagues précédentes de notre enquête, nous avons déjà constaté de très nombreux signaux de désenchantement démocratique et de défiance politique en France : la tentation décliniste, qu'Alain Duhamel considère comme l'une des « pathologies politiques françaises », semblait bien présente dans nos données, année après année. La vague 9 de notre enquête avait enregistré de timides tendances à une amélioration du jugement des Français sur leurs représentants politiques et surtout le redressement d'un indicateur très synthétique et significatif : nous avons observé (fin 2017) que si l'opinion négative sur le fonctionnement de la démocratie en France était toujours largement majoritaire, elle était néanmoins en net recul (61%, en recul de 9 points).

Tout le terrain gagné l'an dernier a été entièrement reperdu. Dans la vague 2018, ce sont à nouveau (comme il y a deux ans), 70% qui considèrent qu'en France « la démocratie ne fonctionne pas très bien ». Les tendances de fond que notre Baromètre enregistre depuis dix ans sont cette année non seulement toujours lourdement présentes mais sont même accentuées : le « choc de confiance » dont parlait Emmanuel Macron au début de son mandat s'est transformé en choc de défiance ! Les niveaux de défiance dans les responsables politiques sont à un tel niveau que l'on peut parler d'une descente aux enfers : 85% pensent que « les responsables politiques en général ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme eux », 74% que les « hommes politiques parlent de manière trop abstraite » (en hausse de 6 points), 74% que « les responsables politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts », 72% « qu'en règle générale, les élu(e)s et les dirigeant(e)s politiques français sont plutôt corrompu(e)s », 69% que « la plupart des responsables politiques ne se soucient que des riches et des puissants » (en hausse de 7 points).

Le premier mot auxquels les Français pensent à propos de la politique reste celui de « méfiance » (37%), le second est celui de « dégoût » (32%, en hausse de 7 points). 41% des Français pensent « qu'il n'y a pas de quoi être fier de notre système démocratique » (hausse de 7 points), 40% que « les hommes politiques ne méritent pas beaucoup de respect » (hausse de 9 points).

C'est bien sur un choc de défiance politique que s'est terminée l'année 2018. Notre enquête permet d'aller assez loin en profondeur pour comprendre les ressorts et la sociologie de ce choc de défiance : nous retrouvons dans les données de cette année les habituelles lignes de clivages sociaux et politiques du rapport des Français à la politique. C'est sans doute l'un des points les plus préoccupants de nos données : les distances sociales, les inégalités et les injustices (chômage, pauvreté, difficultés à s'en sortir) continuent de provoquer des gouffres d'incompréhension entre les Français les plus socialement fragiles et l'univers de la politique. Ainsi, parmi les chômeurs, 74% pensent que « les hommes politique ne se soucient que des riches et des puissants » ; c'est 76% parmi les ouvriers. Et c'est 91% parmi ceux qui déclarent tout à fait soutenir le mouvement des gilets jaunes ! On voit très clairement apparaître dans nos données que la trame narrative du soutien à ce mouvement est fondée sur ce que le politiste Samuel Hayat a appelé « l'économie morale ». Les indicateurs de soutien à la justice sociale sont tous à la hausse dans notre enquête.

Les causes de cette dramatique perception des responsables politiques sont bien sûr multiples et l'on peut en distinguer deux grandes. Une tendance de fond, qui se manifeste dans toutes les démocraties européennes ou presque depuis le début des années 1990 : la perte des repères et des grands marqueurs socio-politiques liée à la grande transformation de la globalisation et de l'interdépendance mondiale généralisée. Les effets de l'intégration mondiale des économies et des sociétés européennes ont produit de grands bouleversements qui ont créé des gagnants et des perdants, des tensions et des frustrations nouvelles entre la promesse d'un monde ouvert et de possibles et les réalités des inégalités et injustices sociales. Les responsables politiques ont été perçus comme de moins en moins aptes à accompagner et gérer toutes ces nouvelles tensions et dans le même temps ont été perçus de plus en plus comme déconnectés des réalités et vivant dans un tour dorée. Une seconde raison explique les résultats spectaculaires de la vague 10 du Baromètre de la confiance, elle est plus spécifiquement française et conjoncturelle. La promesse faite par Emmanuel Macron d'un nouveau monde débarrassé des modes de fonctionnement de l'ancien monde s'est brisée depuis le printemps/été 2018. Sans exagérer outre mesure la connaissance et la perception qu'ont pu avoir les Français de l'affaire Benalla, elle a constitué un catalyseur et un déclencheur d'une spirale descendante. L'absence de résultats économiques tangibles et bien sûr l'ampleur de la crise que nous vivons depuis le mois de novembre expliquent l'accentuation de cette spirale négative. Le tableau chaotique de notre vie politique depuis la présidentielle de 2017 et les grandes difficultés des oppositions à être le réceptacle d'une colère grandissante ont également joué un rôle sur la perception très négative qu'ont les Français des responsables politiques, un tableau noir qui n'épargne pas grand monde en fait.

Cette colère se manifeste par une donnée impressionnante de notre enquête : lorsqu'on leur demande d'exprimer sur une échelle de 0 à 10 les sentiments qu'ils ressentent en pensant à l'action du gouvernement, les Français donnent en moyenne la note de 7,3 à « l'inquiétude », de 6,9 à la « colère » et de 2.9 à « l'enthousiasme ». Par ailleurs, 70% déclarent ne pas avoir « confiance en l'État pour résoudre les problèmes que connaît notre pays » et 74% que l'État est conduit dans l'intérêt de quelques-uns (ou quelque privilégiés) seulement.

Conclusion

C'est une situation très préoccupante que nous vivons en France. Les données de notre enquête doivent être considérées avec le plus grand sérieux quant à l'état du rapport des Français à la politique et à ses responsables. Les données de cette vague envoient néanmoins quelques signaux positifs, comme si la crise que nous vivons recérait aussi une dimension positive-prospective : une majorité des personnes interrogées manifeste une vraie aspiration à ce que le point de vue des citoyens soit bien davantage pris en compte dans les décisions politiques et les choix de politiques publiques. Si nos dirigeants politiques prennent avec sincérité et avec respect cette demande d'expression publique, il ne fait pas de doute que les très sombres nuages de la vague 10 de notre Baromètre s'éclairciront un peu à terme. Il ne faut sans doute pas en attendre de miracle instantané ; c'est une période qui s'ouvre et il nous faudra des dirigeants politiques sincèrement empathiques, qui ne confondent pas l'empathie et la communication, pour en faire quelque chose de positif. Notre V^e République connaît une grave crise de la soixantaine et les années qui arrivent nous diront si elle a pu profiter de la crise pour se renouveler une fois encore ou si l'heure de sa retraite approche.

Bibliographie et références documentaires

FAWCETT (Paul), FLINDERS (Matthew), HAY (Colin), WOOD (Matthew), *Anti-Politics, Depoliticization, and Governance*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

HAYAT (Samuel), *Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir*, 2018.

<https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>

L'auteur

Bruno Cautrès
Chercheur CNRS
Enseignant à Sciences Po
bruno.cautres@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

Pour citer cette note :

CAUTRÈS (Bruno), « La défiance a mis son gilet jaune », *Note Le Baromètre de la confiance politique 1, Sciences Po CEVIPOF*, janvier 2019, 5 p.

URL : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-notes-de-recherche-du-barometre>

© CEVIPOF, 2019 Bruno Cautrès

Le Baromètre de la confiance politique

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. Depuis janvier 2009, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche sur la confiance politique.

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.



info.cevipof@sciencespo.fr

<https://www.sciencespo.fr/cevipof/>
